

**Assemblée générale**

Distr. générale
4 avril 2014
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Groupe de travail sur la détention arbitraire

**Avis adoptés par le Groupe de travail sur la détention
arbitraire à sa soixante-huitième session,
13-22 novembre 2013**

N° 37/2013 (Bangladesh)

Communication adressée au Gouvernement le 3 septembre 2013

Concernant Adilur Rahman Khan

Le Gouvernement n'a pas répondu.

L'État est partie au Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

1. Le Groupe de travail sur la détention arbitraire a été créé par la résolution 1991/42 de la Commission des droits de l'homme. Son mandat a été précisé et renouvelé par la Commission dans sa résolution 1997/50. Le Conseil des droits de l'homme a assumé le mandat dans sa décision 2006/102. Le mandat a été prolongé d'une nouvelle période de trois ans par la résolution 24/7 du Conseil, en date du 26 septembre 2013. Conformément à ses méthodes de travail (A/HRC/16/47, annexe, et Corr.1), le Groupe de travail a transmis la communication au Gouvernement.

2. Le Groupe de travail considère que la privation de liberté est arbitraire dans les cas suivants:

a) Lorsqu'il est manifestement impossible d'invoquer un quelconque fondement légal pour justifier la privation de liberté (comme dans le cas où une personne est maintenue en détention après avoir exécuté sa peine ou malgré l'adoption d'une loi d'amnistie qui lui serait applicable) (catégorie I);

b) Lorsque la privation de liberté résulte de l'exercice de droits ou de libertés garantis par les articles 7, 13, 14, 18, 19, 20 et 21 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et, en ce qui concerne les États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques, par les articles 12, 18, 19, 21, 22, 25, 26 et 27 de cet instrument (catégorie II);

GE.14-13239 (F) 280514 280514



* 1 4 1 3 2 3 9 *

Merci de recycler



c) Lorsque l'inobservation, totale ou partielle, des normes internationales relatives au droit à un procès équitable, établies dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans les instruments internationaux pertinents acceptés par les États intéressés, est d'une gravité telle qu'elle rend la privation de liberté arbitraire (catégorie III);

d) Lorsque des demandeurs d'asile, des immigrants ou des réfugiés font l'objet d'une rétention administrative prolongée, sans possibilité de contrôle ou de recours administratif ou juridictionnel (catégorie IV);

e) Lorsque la privation de liberté constitue une violation du droit international pour des raisons de discrimination fondée sur la naissance, l'origine nationale, ethnique ou sociale, la langue, la religion, la situation économique, l'opinion politique ou autre, le sexe, l'orientation sexuelle, le handicap ou toute autre situation, et qui tend ou peut conduire à ignorer le principe de l'égalité des droits de l'homme (catégorie V).

Informations reçues

Communication émanant de la source

3. L'affaire est résumée ci-après telle qu'elle a été rapportée au Groupe de travail sur la détention arbitraire:

4. Adilur Rahman Khan, de nationalité bangladaise, est le secrétaire d'Odhikar, une organisation non gouvernementale de défense des droits de l'homme sise à Dhaka qui diffuse des informations relatives aux droits de l'homme et aux violations de ces droits dans le cadre de projets de suivi et de formation. Odhikar a été fondée en 1995 et milite en faveur des droits civils et politiques. M. Khan est aussi membre de l'Organisation mondiale contre la torture et de la Fédération internationale des droits de l'homme; il est avocat à la Cour suprême du Bangladesh et ancien substitut du Procureur général.

5. Le cas de M. Khan a fait l'objet d'un appel urgent lancé le 14 août 2013 par le Groupe de travail sur la détention arbitraire, le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme et le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Il avait également fait l'objet d'un appel urgent du Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression et du Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, lancé le 14 mars 2011.

6. Selon les informations reçues, le 10 août 2013, à 22 h 30, M. Khan a été arrêté à son domicile à Dhaka par un groupe de huit ou neuf hommes en civil qui ont affirmé être des agents du Département d'enquête de la police de Dhaka. Il a été placé en détention sans mandat d'arrestation, et on lui a refusé l'accès à un avocat. Sa famille, ses collègues et ses avocats ignoraient où il se trouvait.

7. L'arrestation aurait été effectuée sur la base de deux plaintes déposées conformément à l'article 44 de la loi de 1861 sur la police. La première plainte, n° 268 en date du 10 août 2013, avait été déposée par le Département d'enquête de la police (nord) et signée par Mohammad Achraf Islam (ID 7199042827, équipe 8, Département d'enquête (nord) de la police de Dhaka). La seconde plainte, n° 514 en date du 10 août 2013, avait été déposée au poste de police de Gulshan.

8. Le 11 août 2013, à 0 h 30, l'épouse de M. Khan, Saira Rahman Khan, et des représentants d'Odhikar se sont rendus au bureau du Département d'enquête de Mintoo Road (Dhaka), mais on ne les a pas laissés entrer. Les représentants d'Odhikar se sont

ensuite rendus au poste de police de Gulshan à 2 heures, mais les policiers présents ont déclaré qu'ils n'étaient pas informés de l'action contre M. Khan et qu'ils avaient appris son arrestation par les médias. À 3 heures, M^{me} Khan s'est rendue au poste de police de Gulshan et a tenté de déposer une plainte concernant l'arrestation présumée arbitraire de son mari. L'agent de service aurait refusé de recevoir la plainte, affirmant que l'affaire était «sensible». Le responsable du poste a lui aussi refusé de recevoir la plainte.

9. Le 11 août 2013, vers 13 h 20, M. Khan a comparu devant le tribunal de première instance de Dhaka. Il aurait notamment été accusé d'avoir forgé des informations sur des atrocités commises par les forces de sécurité de l'État lors d'une vague de répression lancée par le Gouvernement en 2013. Il aurait été accusé d'infractions à l'article 54 du Code de procédure pénale et aux paragraphes 1 et 2 de l'article 57 de la loi de 2006 sur les technologies de l'information et de la communication, en raison de la publication par Odhikar, le 10 juin 2013, d'un rapport d'enquête sur les 61 personnes qui auraient été tuées par les forces de sécurité le 5 mai 2013 pendant la manifestation organisée par Hefazat-e-Islam. Lors de l'audience, le procureur a déclaré que les photos publiées par Odhikar sur son site Web étaient falsifiées et que le nombre de victimes au cours de cette manifestation était faux.

10. La plainte n'a été communiquée aux avocats de M. Khan qu'après la comparution de celui-ci devant le tribunal. Le juge a rejeté la demande de mise en liberté provisoire de M. Khan et a ordonné son placement en détention pendant cinq jours. Le tribunal a autorisé le Département d'enquête à perquisitionner le domicile et le bureau de M. Khan pour chercher des documents. Les policiers du Département d'enquête ont fouillé le bureau d'Odhikar le 11 août 2013, de 20 h 20 à 21 heures, inspecté des fichiers et documents et saisi trois ordinateurs portables et deux unités centrales.

11. Le 12 août 2013, la Division de la Haute Cour de la Cour suprême du Bangladesh a suspendu l'ordonnance de mise en détention provisoire pendant six semaines et a adressé aux autorités une notification demandant d'expliquer, dans un délai de deux semaines, pourquoi l'ordonnance de placement en détention rendue par le tribunal de première instance ne devait pas être annulée. La chambre de la Haute Cour siégeant pendant les vacances judiciaires a également autorisé le Département d'enquête de la police de Dhaka à interroger M. Khan à la prison centrale de Dhaka, si nécessaire.

12. Le 13 août 2013, M. Khan a été transféré à la prison centrale de Dhaka par le tribunal de première instance de Dhaka, conformément à l'ordonnance rendue par la Haute Cour le 12 août 2013. Son avocat a déposé une requête visant à ce qu'il bénéficie d'un traitement de faveur à la prison centrale de Dhaka compte tenu de son niveau d'instruction ou de sa situation sociale, conformément à la loi, mais cette requête a été rejetée. M. Khan a été transféré peu après à la prison de Kashimpur-1, à la périphérie de Dhaka. La source craint que cela n'indique que la procédure judiciaire engagée contre M. Khan n'est pas impartiale. Elle déclare que les avocats de M. Khan ont à présent l'intention de faire appel devant le Tribunal de sessions contre le rejet de la demande de traitement de faveur.

13. Le 15 août 2013, l'épouse de M. Khan lui a rendu visite à la prison de Kashimpur-1. M. Khan partage une cellule avec quatre autres détenus. Les détenus auraient de simples matelas infestés de punaises de lit et partageraient les mêmes toilettes. Ils achètent leur nourriture à la cantine de la prison avec leur propre argent.

14. La source fait valoir que le droit international fait obligation au Bangladesh de garantir les droits à la vie et à la liberté de toutes les personnes et de préserver le droit et la responsabilité de M. Khan et d'autres avocats et défenseurs des droits de l'homme de prendre part à la défense des droits de l'homme, y compris en dénonçant des actes répréhensibles commis par des agents publics. Elle soutient que les instruments de droit international qui imposent ces obligations aux autorités bangladaises sont notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme (1948), le Pacte international relatif aux

droits civils et politiques, ratifié par le Bangladesh le 6 décembre 2000, les Principes de base relatifs au rôle du barreau (1990) et la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme (1998).

15. En ce qui concerne la Déclaration sur les défenseurs des droits de l'homme, la source appelle l'attention sur l'article premier, qui dispose que «chacun a le droit, individuellement ou en association avec d'autres, de promouvoir la protection et la réalisation des droits de l'homme et des libertés fondamentales aux niveaux national et international», et sur le paragraphe 2 de l'article 12, qui prévoit que l'État «prend toutes les mesures nécessaires pour assurer que les autorités compétentes protègent toute personne, individuellement ou en association avec d'autres, de toute violence, menace, représailles, discrimination de facto ou *de jure*, pression ou autre action arbitraire dans le cadre de l'exercice légitime» de ses droits.

16. La source affirme que toute participation intentionnelle d'agents de l'État à la privation injustifiée de la liberté d'une personne constitue une violation des droits protégés à l'échelle internationale et met en danger l'intégrité du système juridique. Elle soutient qu'en portant des accusations qu'elles savent être fausses, les autorités policières et judiciaires risquent de prendre part involontairement à la violation de droits protégés et à un abus de procédure. Selon elle, les accusations portées contre M. Khan ont pour objet de donner lieu à des sanctions pénales extrajudiciaires contre la défense légitime des droits juridiques et des droits de l'homme par M. Khan et Odhikar. La source affirme que la privation de liberté de M. Khan peut être considérée comme arbitraire.

Réponse du Gouvernement

17. Dans une lettre datée du 3 septembre 2013, le Groupe de travail a transmis les allégations ci-dessus au Gouvernement bangladais et lui a demandé des renseignements détaillés sur la situation actuelle de M. Khan. Le Groupe de travail regrette que le Gouvernement n'ait pas répondu dans le délai de soixante jours, fixé au paragraphe 15 de ses Méthodes de travail, aux allégations qui lui ont été transmises.

18. Malgré l'absence d'information émanant du Gouvernement, le Groupe de travail considère qu'il est en mesure de rendre son avis sur la détention de M. Khan, conformément au paragraphe 16 de ses Méthodes de travail.

Délibération

19. Il convient de rappeler que, après son arrestation, M. Khan a fait l'objet d'un appel urgent lancé le 14 août 2013 par plusieurs titulaires de mandat au titre des procédures spéciales au sujet des mêmes faits, qui reste sans réponse.

20. Il convient également de noter que M. Khan est un éminent militant des droits de l'homme et qu'à ce titre, il assume des responsabilités importantes dans plusieurs organisations de la société civile aux niveaux national et international, en sus de sa qualité d'avocat à la Cour suprême de Bangladesh.

21. De plus, M. Khan n'a pas été expressément accusé d'avoir commis une quelconque infraction au droit pénal et il est détenu du chef d'infractions vagues telles que le fait d'avoir publié de fausses informations sur des allégations au sujet du régime au pouvoir ou d'avoir diffusé de telles informations sur le site Web d'Odhikar.

22. Le Groupe de travail estime donc que la détention de M. Khan est une conséquence directe de son exercice pacifique du droit à la liberté d'opinion et d'expression, et, partant, qu'elle est contraire aux articles 9, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et aux articles 9 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

Avis et recommandations

23. À la lumière de ce qui précède, le Groupe de travail rend l'avis suivant:

La privation de liberté de M. Khan est arbitraire en ce qu'elle est contraire aux articles 9, 19 et 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et 9 et 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et relève des catégories I et III des critères applicables à l'examen des affaires soumises au Groupe de travail.

24. En conséquence, le Groupe de travail demande au Gouvernement de procéder à la libération immédiate de M. Khan et de mettre fin aux poursuites pénales engagées contre lui dans cette affaire.

25. Le Groupe de travail demande au Gouvernement de fournir une réparation appropriée pour la détention arbitraire dont M. Khan a fait l'objet, conformément aux obligations internationales qui lui incombent en vertu du paragraphe 5 de l'article 9 du Pacte.

26. Le Groupe de travail rappelle que le Conseil des droits de l'homme a appelé tous les États à coopérer avec le Groupe de travail, à tenir compte de ses points de vue et, si nécessaire, à prendre des mesures appropriées pour remédier à la situation des personnes privées arbitrairement de leur liberté, et à informer le Groupe de travail des mesures ainsi prises¹.

[Adopté le 13 novembre 2013]

¹ Résolution 24/7 du Conseil des droits de l'homme, par. 3, 6 et 9.